

Liberté Égalité Fraternité



Pourquoi prendre un(e) apprenti(e) chez nous?

04

Les atouts





Vous vous demandez pourquoi choisir nos apprenti(e)s plutôt que ceux d'un autre CFA ? Dans ce document, retrouvez tous les avantages dont vous bénéficiez en franchissant le pas avec nous. Alors, on se lance ensemble dans l'aventure de l'apprentissage ?

Un avantage financier



O € de reste à charge pour sa formation !*

Toutes les formations proposées au CFA académique d'Orléans-Tours sont **sans reste à charge pour les entreprises.** Vous n'avez rien à débourser pour la formation de votre apprenti(e).

Vous devez rémunérer votre apprenti(e) dans tous les cas.

Aide à l'embauche

Vous bénéficiez de 5 000 € la première année du contrat. (2 000 € pour les entreprises de plus de 250 salariés.)

Exonération de charges

À partir du 1er mars 2025, les rémunérations des apprentis bénéficient d'une exonération de cotisations salariales dans la limite de 50 % du Smic en vigueur.

La part du salaire mensuel brut de l'apprenti qui dépasse ce montant reste soumise à cotisations.

On gère pour vous!

Nous vous proposons une délégation de gestion administrative gratuitement. Si vous nous donnez mandat dès le départ, **nous nous occupons de rédiger le contrat d'apprentissage** et de le télétransmettre à votre opérateur de compétences (OPCO).

Des formations reconnues et de qualité

Anticiper l'embauche d'un(e) futur(e) salarié(e) avec une réelle certification!

Nos formations répondent aux besoins économiques des territoires grâce à une carte des formations réalisée chaque année. De plus, pour assurer un suivi et un enseignement au plus près des besoins, nos équipes pédagogiques se déplacent chez vous pour faire le point.

Tous nos diplômes sont reconnus par l'État!

Nos avantages collaboratifs



De plus, en accueillant un(e) apprenti(e) chez vous, vous tissez un partenariat avec le lycée pour :

- accueillir d'autres apprenti(e)s
- vous investir dans la formation des jeunes de votre territoire

*potentiel reste à charge pour les entreprises publiques